

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.095/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 22 mars 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant les conditions auxquelles doivent satisfaire les jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation pour lesquels il est autorisé de facturer à l'appelant, en plus du prix de la communication, également le prix du contenu, étant entendu que ce prix est limité aux séries pour lesquelles le tarif de l'utilisateur final ne dépend pas de la durée de l'appel, et qui forment un programme complet de jeu", a donné le 19 avril 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Préambule

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser l'article 20 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, dont l'alinéa 2 dispose que la commission (des jeux de hasard) contrôle l'application et le respect de la loi du 7 mai 1999, précitée, et de ses arrêtés d'exécution et l'alinéa 5 que "La commission reçoit les plaintes selon les modalités déterminées par le Roi".

Il convient aussi de viser également l'article 21 de la même loi dont l'alinéa 1^{er}, 2., autorise la commission des jeux de hasard à exercer des pouvoirs de contrainte à l'égard de l'exploitant d'un jeu de hasard en cas de non respect de la loi et de ses arrêtés d'exécution.

En effet, le projet exécute ces dispositions, notamment :

- en son article 6.2. qui dispose que l'organisateur et le fournisseur du jeu doivent transmettre les plaintes qu'ils ont reçues dans les vingt jours ouvrables à la commission des jeux de hasard;

.../...

- en son article 6.3. qui autorise la commission des jeux de hasard à contraindre l'organisateur et le fournisseur de jeu à adapter le jeu lorsque celui-ci ne correspond pas aux conditions visées par l'arrêté royal ¹.

Dispositif

Article 1^{er}

Afin d'éviter de paraphraser l'article 3.4 de la loi du 7 mai 1999, précitée, et de risquer de s'en écarter, il y a lieu, au 1°, de définir le mot "jeu" comme étant les jeux visés à l'article 3.4 de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Article 3

1. Le Conseil d'État se demande s'il ne serait pas plus précis d'écrire : "...sur leurs pages de télétexte ainsi que sur leur site internet...".

La même observation vaut pour l'article 4. 3.

2. Il y a contradiction entre le 2°, qui dispose qu'aucun autre coût ne peut être facturé que celui de la communication téléphonique et du sms, tel qu'il est indiqué dans la communication affichée à l'écran, et l'article 3.4 de la loi du 7 mai 1999, précitée, qui dispose que l'on peut facturer à l'appelant, en plus du prix de la communication, également le prix du contenu.

Dès lors, il y a lieu d'écrire qu'aucun autre coût ne peut être facturé à l'appelant que ceux de la communication téléphonique ou du sms et du contenu tels qu'ils sont indiqués dans la communication affichée à l'écran.

⁽¹⁾ Un jeu qui ne répond pas aux conditions de l'arrêté pris en application de l'article 3.4. de la loi du 7 mai 1999, précitée, peut être qualifié de jeu de hasard "interdit" au sens de la loi.

Article 6

Le point 3 dispose que la commission des jeux de hasard peut, d'office et si elle estime une plainte fondée, contraindre l'organisateur et le fournisseur de jeu à adapter le jeu.

Si l'organisateur et le fournisseur de jeu n'adaptent pas le jeu suite à la demande de la commission, celle-ci pourra interdire de manière provisoire ou définitive l'exploitation de ce jeu en application de l'article 21, alinéa 1^{er}, 2., de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Par ailleurs, la notion de "plainte fondée" manque de précision. Il y a lieu de viser l'hypothèse où il n'est pas satisfait aux conditions prévues par l'article 3.4 de la loi du 7 mai 1999, précitée, et par le projet d'arrêt.

Article 7

L'intitulé de la section 3 mentionne les "règles et paiements" à respecter par les organisateurs et les fournisseurs du jeu, alors que l'article 7.1., mentionne l'organisateur, le fournisseur du jeu et l'entreprise "facilitaire".

Cette discordance doit être supprimée.

Article 8.

1. La section 4 s'intitule "Obligations de l'opérateur et de l'entreprise facilitaire" alors que l'article 8 mentionne, aux points 1 et 3, l'"organisateur".

Cette discordance doit être supprimée.

Par ailleurs, au point 3, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais, l'équivalent du mot "spelaanbieder" visé dans le texte néerlandais, ne figurant pas dans le texte français. Cette discordance doit être supprimée.

.../...

2. L'article 8.3 dispose que la commission des jeux de hasard peut demander à tout opérateur, organisateur (et à tout fournisseur de jeu, comme dans la version néerlandaise de l'arrêté en projet ?) et aux entreprises "facilitaires" de prêter leur concours quant aux questions relatives aux jeux visés dans l'arrêté.

Il va de soi que ni la commission, ni d'ailleurs l'autorité publique en général, ne peuvent déterminer qui rédigera les questions posées aux spectateurs.

Sans doute faut-il comprendre le texte en projet comme permettant à la commission des jeux de hasard de solliciter le concours de tout opérateur, organisateur, fournisseur de jeu ou entreprise facilitaire dans le cadre de problèmes relatifs aux jeux visés par l'arrêté.

Le texte doit être précisé sur ce point pour éviter toute confusion.

Article 9

Au paragraphe 5, les mots "at random" qui non seulement ne sont pas français mais qui, de plus, sont incompréhensibles pour le citoyen ordinaire, doivent être omis et remplacés par des expressions françaises et néerlandaises correctes.

Article 10

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

Observation générale de légistique

Il y a lieu de respecter la division de l'article en paragraphes (§) et en alinéas (qui ne sont pas numérotés).

Une énumération, dans une énumération, se fait en utilisant les divisions 1°, 2°, 3°.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.095/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 maart 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de voorwaarden waaraan spelen die aangeboden worden in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan, waarvoor het toegelaten is om van de oproeper, naast de prijs van de communicatie, ook een betaling van de inhoud te vragen, doch beperkt tot deze reeksen waarop het eindgebruikerstarief geen functie is van de tijdsduur van de oproep en die een totaalprogramma inhouden dienen te voldoen", heeft op 19 april 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Aanhef

In het eerste lid moet verwezen worden naar artikel 20 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, waarvan het tweede lid bepaalt dat de (kansspel)commissie de toepassing en de naleving van de voornoemde wet van 7 mei 1999 en haar uitvoeringsbesluiten controleert, en het vijfde lid dat "De commissie (...) klachten (ontvangt) op de door de Koning bepaalde wijze".

Er moet ook verwezen worden naar artikel 21 van dezelfde wet, waarvan het eerste lid, 2., de kansspelcommissie machtigt dwangmiddelen uit te oefenen ten aanzien van de exploitant van een kansspel wanneer deze de wet en de uitvoeringsbesluiten daarvan niet naleeft.

Bij het ontwerp worden die bepalingen immers ten uitvoer gelegd, meer bepaald :

- bij artikel 6.2. ervan, dat bepaalt dat de organisator en de spelaanbieder de door hen ontvangen klachten binnen twintig werkdagen moeten verzenden aan de kansspelcommissie;

- bij artikel 6.3 ervan, waarbij de kansspelcommissie gemachtigd wordt de organisator en de spelaanbieder te dwingen het spel aan te passen, indien dit niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het koninklijk besluit ¹.

Dispositief

Artikel 1

Om parafrasering van artikel 3.4 van de voornoemde wet van 7 mei 1999 te voorkomen, met het risico daarvan af te wijken, moet in onderdeel 1° het woord "spel" gedefinieerd worden als de spelen bedoeld in artikel 3.4 van de voornoemde wet van 7 mei 1999.

Artikel 3

1. De Raad van State vraagt zich af of het niet juister zou zijn te schrijven :
"... op hun teletekstpagina's en hun website ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4.3.

2. Er is een tegenstrijdigheid tussen onderdeel 2°, dat bepaalt dat geen andere kosten mogen worden aangerekend dan de betaling van het telefoon-, en sms-tarief, zoals werd aangeduid in de communicatie op het scherm en artikel 3.4 van de voornoemde wet van 7 mei 1999, dat bepaalt dat het toegestaan is om van de oproeper naast de prijs van de communicatie ook een betaling voor de inhoud te vragen.

⁽¹⁾ Een spel dat niet voldoet aan de voorwaarden van het besluit uitgevaardigd met toepassing van artikel 3.4. van de voornoemde wet van 7 mei 1999, kan beschouwd worden als een "verboden" kansspel in de zin van de wet.

Bijgevolg schrijve men dat aan de oproeper geen andere kosten mogen worden aangerekend dan de betaling van het telefoongesprek of het sms-bericht, en de betaling van de inhoud, zoals aangeduid in de mededeling op het scherm.

Artikel 6

Punt 3 bepaalt dat de kansspelcommissie ambtshalve en indien ze een klacht gegrond acht, de organisator en de spelaanbieder kan dwingen het spel aan te passen.

Indien de organisator en de spelaanbieder het spel niet aanpassen als gevolg van het verzoek van de commissie, mag deze de exploitatie van dat spel krachtens artikel 21, eerste lid, 2., van de voornoemde wet van 7 mei 1999 voorlopig of definitief verbieden.

Het begrip "gegronde klacht" is overigens te vaag. Er dient verwezen te worden naar het geval waarin niet voldaan is aan de voorwaarden bepaald in artikel 3.4 van de voornoemde wet van 7 mei 1999 en in het ontwerpbesluit.

Artikel 7

In het Franse opschrift van afdeling 3 staat "règles et paiements à respecter par les organisateurs et les fournisseurs du jeu", terwijl in artikel 7.1 "l'organisateur", "le fournisseur du jeu" en "l'entreprise facilitaire" worden vermeld.

Die discrepantie moet worden weggewerkt.

Artikel 8

1. Het opschrift van afdeling 4 luidt "De plichten van de organisator en de facilitator", terwijl in artikel 8, in punt 2 "de operator" wordt vermeld.

Die discrepantie moet worden weggewerkt.

.../...

Bovendien is er in punt 3 een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst, aangezien in de Nederlandse tekst "spelaanbieder" wordt vermeld en in de Franse niet. Ook dat moet worden verholpen.

2. Artikel 8.3 bepaalt dat de kansspelcommissie elke operator, organisator, spelaanbieder en "facilitator" kan verplichten om medewerking te verlenen met betrekking tot vragen die verband houden met de in dit besluit begrepen spelen.

Het spreekt vanzelf dat noch de commissie, noch enig openbaar gezag in het algemeen overigens kan bepalen wie de vragen opstelt die aan de kijkers worden gesteld.

De ontworpen bepaling moet wellicht zo worden begrepen dat ze de kansspelcommissie in staat stelt de medewerking te vragen van iedere operator, organisator, spelaanbieder of facilitator in het kader van problemen met betrekking tot de spelen bedoeld in het besluit.

De tekst moet wat dat betreft nauwkeuriger worden gesteld om alle verwarring te voorkomen.

Artikel 9

In punt 5 moeten de woorden "at random", die niet alleen geen Nederlands zijn, maar bovendien onbegrijpelijk zijn voor de gewone burger, vervallen en vervangen worden door correcte Nederlandse en Franse uitdrukkingen.

Artikel 10

Er is geen reden om af te wijken van de gebruikelijke regel inzake de inwerkingtreding van koninklijke besluiten.

Algemene wetgevingstechnische opmerking

De indeling van een artikel in paragrafen (§) en in leden (die niet genummerd worden) moet geëerbiedigd worden.

Een opsomming binnen een opsomming geschiedt met 1°, 2°, 3°.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS